Belgeo

Revue belge de géographie

3 | 2005

Miscellaneous

Une « flamandisation » de Bruxelles ?

Does « flemishisation » threaten Brussels?

Alice Romainville

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/belgeo/12311>

DOI : 10.4000/belgeo.12311

ISSN : 2294-9135

Éditeur :

National Committee of Geography of Belgium, Société Royale Belge de Géographie

Édition imprimée

Date de publication : 30 septembre 2005

Pagination : 349-372

ISSN : 1377-2368

Référence électronique

Alice Romainville, « Une « flamandisation » de Bruxelles ? », *Belgeo* [En ligne], 3 | 2005, mis en ligne le 28 octobre 2013, consulté le 05 février 2021. URL : <http://journals.openedition.org/belgeo/12311> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/belgeo.12311>

Ce document a été généré automatiquement le 5 février 2021.

Belgeo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

Une « flamandisation » de Bruxelles ?

Does « flemishisation » threaten Brussels?

Alice Romainville

Introduction

- 1 L'actualité bruxelloise est, régulièrement, ponctuée par des « affaires » où s'opposent la Communauté flamande et la Communauté française. Ces affaires prennent la forme d'une sorte de « lutte d'influence » où l'on se bat, au niveau politique, pour maintenir ou acquérir une position de force, une visibilité, une représentation politique. Le financement de *Flagey* (prestigieux lieu de spectacle à Ixelles), par exemple, a récemment fait couler beaucoup d'encre : la Communauté française tardant à mettre la main au portefeuille pour subventionner le lieu, le ministre flamand de la culture, Bert Anciaux, proposa un financement massif du lieu par la Communauté flamande, exigeant en retour que le conseil d'administration soit en majorité composé de néerlandophones. L'affaire *Flagey* faisait elle-même écho à celle qui entoura, en 2001, le rachat du *Kladaradatsch*, un cinéma désaffecté situé en plein centre-ville. Les deux Communautés se disputèrent, plusieurs semaines durant, la propriété du bâtiment, la polémique allant finalement se régler en justice, au bénéfice des francophones. Récemment aussi, en mars 2004, quelques députés flamands, constatant le succès grandissant des écoles flamandes de Bruxelles auprès des francophones (moins de la moitié des enfants inscrits dans ces écoles ont des parents flamands), proposèrent un décret visant à accorder la priorité, dans ces écoles, aux familles « parlant le néerlandais dans la vie de tous les jours ». Ce projet suscita la colère de certains politiciens francophones, qui en appelèrent à la « libre circulation des personnes » inscrite dans le droit européen.
- 2 A la faveur de ces « mini-conflits », médiatisés à l'excès, les médias francophones relaient – tout en contribuant à le créer – un sentiment qui semble dominer auprès des francophones bruxellois, celui d'une présence flamande accrue à Bruxelles. En traitant

le sujet de manière subjective, voire revendicative ou alarmiste, et en particulier lorsqu'il est question d'une nouvelle « implantation flamande » dans la ville, ces médias font souvent l'amalgame hasardeux entre volonté politique et phénomènes réels. Il est permis de croire, par exemple lorsque *Le Soir* (20 janvier 1999) annonce que « l'apparition du Kladara ! (...) termine presque la flamandisation du centre historique de notre ville », qu'il s'agit d'une véritable (re)conquête, dont on ne sait quelles sont les implications en termes de population. Le même journal dénonce ailleurs (le 14 mars 2001) la « volonté politique flamande de s'emparer du centre de Bruxelles grâce aux charmes de la culture », ou encore la flamandisation du quartier de l'Alhambra (nord-ouest du Pentagone) (16 novembre 2004).

- 3 Etrangement, la même évolution est parfois sous-entendue du côté flamand – non plus sous l'angle de la conquête, mais sous celui d'un *attrait* nouveau. Il s'agit plutôt, ici, d'un discours volontariste : les brochures éditées par la *Vlaamse Gemeenschap* annoncent que « de jeunes Flamands louent ou achètent de nouveau une habitation à Bruxelles¹ » ; l'hebdomadaire *Brussel Deze Week* évoque fréquemment, lui aussi, un « nouvel attrait » exercé par Bruxelles sur les jeunes Flamands².
- 4 En ce qui concerne la présence flamande à Bruxelles, il semble ainsi opportun de s'atteler à une réflexion basée sur une analyse plus objective. Cela implique également de définir un éventuel processus de « flamandisation » de manière plus précise. Cet article présente les résultats d'un travail d'analyse empirique, mené dans le but de vérifier ou non l'existence d'un tel processus. A l'aide de quelques indicateurs choisis comme les résultats électoraux, les migrations, l'offre et les budgets culturels, il montre qu'un tel processus de « flamandisation » tient bien plus du mythe que de la réalité. La population néerlandophone de Bruxelles n'est, en effet, pas en augmentation. Il s'observe en revanche une augmentation de la *visibilité* de la communauté flamande, en tant que groupe de population mais surtout en tant qu'institution politique. Cette visibilité est en partie liée à la récente concentration des immigrants flamands dans le centre-ville, mais aussi aux efforts déployés par la *Vlaamse Gemeenschap* pour renforcer sa présence dans la ville, et à la forme que ces efforts prennent dans l'espace urbain. D'autres éléments plus subjectifs, on le verra, contribuent à l'existence de ce « mythe de la flamandisation » (Romainville, 2004).

Mise en contexte : la présence flamande à Bruxelles

Bruxelles dans le cadre belge

- 5 Les efforts menés à Bruxelles, capitale-région de la Belgique fédérale, dans le but d'y renforcer la présence flamande, sont principalement l'oeuvre de la *Vlaamse Gemeenschap*, entité née de la fusion de la Région flamande (espace formé par les cinq provinces du Nord du pays) et de la Communauté flamande (ensemble – non circonscrit spatialement – des Belges s'exprimant en langue néerlandaise) (voir figure 1). La *Vlaamse Gemeenschap* est compétente, à Bruxelles, pour les matières dites « personnalisables » (c'est-à-dire liées à la personne et à la pratique de la langue), matières pour lesquelles est aussi compétente la Communauté française (ensemble – non circonscrit spatialement – des Belges s'exprimant en langue française). La gestion de la Région de Bruxelles-Capitale est donc partagée entre, pour les compétences régionales, le gouvernement régional bruxellois et, pour les compétences

communautaires (matières « personnalisables »), les gouvernements de la Communauté française et de la *Vlaamse Gemeenschap*.

Figure 1. Carte de localisation des entités fédérées belges.

- 6 Spatialement, la Région de Bruxelles-Capitale est enclavée au sein de la Région flamande, mais se trouve à quelques kilomètres de la Région wallonne, troisième région du pays (constituée par les cinq provinces du sud).
- 7 Comme la plupart des villes occidentales, Bruxelles a connu, depuis les années 60, une intense périurbanisation, phénomène qui se traduit aujourd'hui par une extension de l'aire urbaine bruxelloise (agglomération, banlieue et zone de navetteurs) bien au-delà des frontières de la Région, débordant à la fois sur la Région flamande et sur la Région wallonne. Les frontières politiques de Bruxelles sont en effet particulièrement étiquées en regard de sa population et de son importance économique et politique, ce qui en fait une des villes-régions les plus petites d'Europe.
- 8 L'analyse des migrations de et vers Bruxelles montre que Bruxelles continue à se vider de ses habitants belges au profit de sa périphérie, le solde de la région n'étant légèrement positif que grâce à un afflux constant d'étrangers : le solde migratoire avec l'étranger est de + 12 000 personnes environ par an (Van Crielingen, 2003).
- 9 Bruxelles se présente ainsi comme une ville cosmopolite sur laquelle est plaqué le clivage belge franco-flamand. Ce système « une Région, deux Communautés », s'il a parfois permis de protéger la minorité néerlandophone de Bruxelles, se révèle dans certains domaines particulièrement inadapté à la réalité bruxelloise. Il contribue, associé à la taille réduite de la Région, à faire de sa gestion efficace une entreprise particulièrement malaisée.

Bruxelles dans le cadre flamand

- 10 Bruxelles a, pour la Flandre, l'importance politique, économique et symbolique qu'elle a pour le pays dans son ensemble, à laquelle s'ajoutent quelques « particularités flamandes ». Les relations entre la Flandre et sa capitale à majorité francophone sont en effet teintées d'ambiguïté.
- 11 D'un côté, la Flandre a besoin de Bruxelles, et le choix de cette ville comme capitale de la *Vlaamse Gemeenschap* va plus de soi que ce que l'on pourrait croire³. La Flandre, économiquement et culturellement forte, « mérite » et a besoin de cette capitale puissante et internationale, et ce d'autant plus que Bruxelles devient le siège d'un nombre important d'institutions européennes et internationales (ce à quoi la prédispose son caractère bilingue, à la limite des langues germaniques et romanes) : « Bruxelles est la seule ville mondiale en Belgique et donc aussi la seule ville mondiale dont dispose la Flandre » (Kesteloot, 2000, p. 95). Pour la population flamande elle-même Bruxelles représente un carrefour économique, puisque même si en nombre d'habitants, Bruxelles est la troisième ville flamande du pays (elle compte environ 140 000 habitants flamands, ce qui la place derrière Anvers et Gand), elle atteint en termes d'enseignement, de services, d'emploi, etc., 40 % de la population flamande, soit beaucoup plus qu'Anvers ou Gand (Van der Haegen et Juchtmans, 1994). L'autre atout que Bruxelles présente au regard de la Flandre est lié à l'émancipation culturelle de celle-ci et à l'évolution récente du niveau de formation qui s'y observe. Bruxelles est ainsi la seule ville belge où les Flamands – et en particulier cette jeune classe intellectuelle chez qui le besoin s'en fait sentir – peuvent faire l'expérience d'un monde urbain cosmopolite, en liaison avec la réalité mondiale (Kesteloot, 2003). Cette formule du « regard sur le monde » est d'ailleurs, signe qu'on ne s'y trompe pas, reprise à l'envi par les institutions qui font la promotion de Bruxelles en Flandre.
- 12 Bruxelles, d'un autre côté, concentre aux yeux d'une partie de la population flamande tous les aspects négatifs de la ville. La perception négative de Bruxelles constitue l'exacerbation d'un sentiment « anti-urbain » qui prévaut en Flandre. A l'origine de ce sentiment anti-urbain on trouve les mesures qui ont été prises par le pouvoir – la bourgeoisie et l'Eglise – pour limiter la concentration ouvrière dans les grandes villes, dont l'expérience wallonne avait montré qu'elle favorisait la sécularisation et l'émergence de mouvements ouvriers. C'est en Flandre que cette politique de « disperser pour mieux régner », passant par des mesures favorisant la mobilité des travailleurs et le logement hors des villes, a été appliquée avec le plus de succès, l'industrialisation y étant apparue plus tard (Kesteloot, 2001). Cette évolution a fait de la Flandre un univers de « petites villes ». Cette vision négative de la ville finit d'être relayée au sein de la population lorsque, crise économique et mondialisation aidant, elle devient le lieu de concentration de la misère et de l'exclusion sociale. A Bruxelles, le ressentiment flamand à l'égard de la francisation et l'exacerbation des conflits communautaires viennent s'ajouter à cette image déjà négative : « l'attitude anti-ville en Flandre (...) croît avec la taille des villes et atteint un maximum vis-à-vis de Bruxelles. Dans ce cas, les relations communautaires viennent renforcer ce sentiment » (Kesteloot, 2000, p. 79).
- 13 Les Flamands de Bruxelles font constamment le grand écart entre la défense de leurs « spécificités flamandes » et celle de leurs « spécificités bruxelloises ». Ils sont, en effet, deux fois en situation de marginalité : dans leur ville (où ils représentent 15 % des

habitants environ) et dans leur Communauté (dont ils ne forment que 3 %) – contrairement aux francophones. Au slogan « *Vlaanderen laat Brussel niet los*⁴ » et aux stratégies flamandes qui prennent en quelque sorte appui sur la communauté néerlandophone de Bruxelles, répond donc aussi la volonté, pour cette communauté, d'être reconnue et considérée avec ses « spécificités bruxelloises », indépendamment des enjeux politiques qu'elle représente.

- 14 Par ailleurs, s'il est vrai que la Flandre a « besoin de Bruxelles », Bruxelles a également « besoin de la Flandre », comme le fait remarquer le *beleidsplan*, le plan bruxellois adopté par le Gouvernement flamand en mars 1997 (cité par Govaert, 1998) : « que serait Bruxelles sans les travailleurs flamands, les centres de décision politiques, administratifs et économiques flamands, les écoles flamandes, les institutions flamandes, la radio et la télévision flamande ? ». Les frontières régionales et le système institutionnel belge étant ce qu'ils sont, Bruxelles a surtout besoin du soutien financier que la Flandre veut bien lui fournir.

La « stratégie flamande » à Bruxelles

- 15 Les politiciens flamands ont eu pour préoccupation constante, tout au long du vingtième siècle, de maintenir et de renforcer la présence et la représentation flamande à Bruxelles. Cette préoccupation va dans le sens d'une meilleure prise en compte, à Bruxelles, des conditions particulières que la capitale d'un pays plurilingue doit remplir (voir McRae, 1989). Elle fait l'objet d'un certain consensus au sein de la classe politique flamande et se traduit par des actions qui visent, en réaction au processus de francisation à grande échelle qui a pris place à Bruxelles, à y favoriser le « *zelfrespect* » des néerlandophones et à y relever le statut du néerlandais (Witte, 1989, p. 77). Les points de vue et les moyens mis en oeuvre diffèrent cependant d'une orientation politique à l'autre, une vision plutôt « communautaire » étant défendue par les partis nationalistes (avec, en bout de spectre, l'extrême-droite du *Vlaams Belang* plaidant pour une flamandisation radicale de Bruxelles), tandis que la dimension urbaine (d'une communauté bruxelloise multi-culturelle) est souvent privilégiée au sein des partis progressistes.
- 16 L'analyse du *beleidsplan*, un plan politique adopté par le gouvernement flamand (coalition socialistes – sociaux-chrétiens) en 1997 et fixant les objectifs stratégiques de la politique flamande à Bruxelles (Govaert, 1998), permet d'appréhender les revendications et volontés actuelles du pouvoir flamand, et la manière dont elles sont concrétisées.
- 17 Ces actions prennent essentiellement trois formes, que l'on peut appeler, pour schématiser, politiques, culturelles, démographiques.
- 18 L'axe « politique » de la politique flamande pour Bruxelles a, par le biais de négociations diverses au sein du pouvoir (voir Govaert, 2000), permis de faire de Bruxelles une Région officiellement bilingue, avec une représentation flamande garantie au sein des administrations régionales. Les revendications flamandes ont essentiellement porté – et portent encore actuellement – sur les exigences de bilinguisme et de parité entre les deux communautés linguistiques dans le but d'établir l'« équivalence politique » du néerlandais (Witte, 1989). Les lois linguistiques allant en ce sens ont ouvert un certain nombre de postes aux néerlandophones et permis leur accession massive à la fonction publique, ce qui n'a pas été sans provoquer certaines

crispations francophones (Kesteloot, 1989). Bruxelles a également été désignée capitale de la *Vlaamse Gemeenschap*, et est devenue le siège principal de ses institutions publiques. Le *beleidsplan* de 1997 préconisait encore « une application stricte de la législation linguistique » et « un renforcement de la participation flamande à la politique des communes et des CPAS [centres publics d'aide sociale] bruxellois » (Govaert, 1998).

- 19 Mais la désignation de Bruxelles comme capitale et l'application des lois linguistiques – aussi stricte qu'elle fût – n'y résolvent pas, à elles seules, le problème de la représentation flamande. L'axe « culturel » de la politique flamande a visé à rétablir cet aspect moins officiel du statut du néerlandais dans la capitale. En accédant à l'autonomie culturelle, par le biais de la création des Communautés (flamande et francophone), la Flandre a acquis la possibilité de mettre en place ses propres institutions bruxelloises, unilingues, pour les matières « personnalisables », c'est-à-dire principalement dans le domaine de l'enseignement et de l'accueil préscolaire, et dans le domaine socioculturel. Dans ces domaines le *beleidsplan* de 1997 fixait encore les objectifs suivants : « le développement d'un réseau d'équipements néerlandophones de qualité (en matière d'enseignement, d'aide à la petite enfance, dans le secteur des soins de santé, des handicapés, des personnes âgées, en matière culturelle) » ainsi que « des mesures d'encouragement à l'usage du néerlandais à Bruxelles, cours de langue, etc. » et « un renforcement de la présence flamande dans les manifestations de rayonnement international organisées à Bruxelles » (Govaert, 1998).
- 20 Quant à la politique « démographique », il s'agit des mesures prises dans le but d'augmenter la population néerlandophone de Bruxelles. Le *beleidsplan* fixe comme objectifs dans ce domaine « la promotion de Bruxelles en Flandre » mais aussi « une amélioration de la qualité de la vie à Bruxelles » par différents moyens (Govaert, 1998).
- 21 Au vu de ce qui précède, on comprend que les intérêts et objectifs de la Communauté flamande à Bruxelles et ceux de la Région bruxelloise elle-même se rejoignent bien souvent – celle-ci ayant, par ailleurs, moins souvent que celle-là les moyens financiers de poursuivre ses objectifs. Pour cette raison, cet article n'ambitionne pas d'analyser un à un les effets des stratégies politiques flamandes. Certains aspects seulement de cette politique sont évoqués ici, soit parce qu'ils pourraient jouer un rôle dans un processus réel de « flamandisation » de la population, soit parce que, par la concrétisation spatiale – donc visible – qu'ils impliquent, ils jouent un rôle dans la construction du « mythe de la flamandisation ». On s'intéressera donc, ici, principalement aux aspects démographiques et culturels.

L'enjeu de la culture

- 22 Si l'aspect culturel de la stratégie flamande à l'égard de Bruxelles a surtout une portée symbolique, il en est probablement l'aspect le plus visible. L'impression règne, en effet, que le monde de la culture flamande à Bruxelles est particulièrement dynamique et bénéficie de moyens conséquents, et que cette situation trouve des causes et des implications au niveau politique.
- 23 La culture revêt, à notre époque, des enjeux géopolitiques accrus, en particulier dans les processus de construction des identités territoriales (voir Delfosse, 2001). La valeur stratégique de la politique culturelle s'explique, en général et dans ce cas précis, par plusieurs raisons. Premièrement, si la langue est « à la fois socle et vecteur fondamental

de la culture » et sert dès lors d'appui à la revalorisation culturelle (Brochot, 2001, p. 200), la relation est réciproque : c'est par la culture (et par l'enseignement) qu'une langue peut être au mieux diffusée et rendue visible, qui plus est de manière valorisante, éducative, amusante et/ou festive, et par là, d'autant plus légitime. Deuxièmement, une politique culturelle passe entre autres par la création de services – qu'il s'agisse de services de proximité (bibliothèques, centres culturels, écoles de musique, etc.) ou au rayonnement beaucoup plus large (grandes salles de spectacles) – autant de lieux qui marquent le paysage, éventuellement de manière très forte. Dans le cas d'un territoire où s'imbriquent plusieurs cultures et plusieurs pouvoirs compétents en matière culturelle, ces lieux peuvent rendre visible, du même coup, la communauté concernée en symbolisant son ancrage dans l'espace urbain. Enfin, la culture est considérée, de plus en plus, comme un des aspects de la qualité de la vie et, en ce sens, comme un potentiel facteur d'attraction. C'est à ce titre, et parce qu'elle est un symbole du dynamisme d'une communauté, que la culture a également acquis un rôle déterminant dans la compétition inter-urbaine (voir Harvey, 2001).

- 24 La promotion de la culture flamande à Bruxelles a donc, concrètement, de multiples avantages : fournir une offre culturelle de qualité aux Bruxellois néerlandophones, rendre Bruxelles plus attractive pour les Flamands non bruxellois, ouvrir une fenêtre sur la culture flamande à l'attention des Bruxellois non néerlandophones et des touristes, rendre la Communauté flamande plus visible par le biais des bâtiments des institutions culturelles flamandes. En pratique cependant, il faut constater que la programmation des espaces culturels subsidiés par la *Vlaamse Gemeenschap* est loin d'être exclusivement flamande. Son ouverture aux autres cultures semble être, en partie, le fruit d'une volonté politique, mais les acteurs du monde culturel flamand tentent souvent, à leur tour, de se démarquer clairement d'une politique flamande unilingue et exclusive. C'est en effet dans le monde de la culture et de l'enseignement que la coexistence, à Bruxelles, de deux Communautés, essentiellement concurrentes tout en ayant les mêmes compétences, se révèle la plus inadaptée à la réalité. Les associations culturelles qui, parce qu'elles se reconnaissent dans une culture bruxelloise « multiple », refusent de s'identifier exclusivement à l'une des deux communautés, connaissent d'immenses difficultés financières étant donné que les budgets culturels des Communautés flamande et française « ne servent pas à soutenir une culture bruxelloise : ils soutiennent la juxtaposition de deux cultures mono-identitaires opposées » (Maskens, 2000, p. 98). Les revendications pour une meilleure prise en compte, au niveau institutionnel, de la réalité multiculturelle bruxelloise viennent des acteurs culturels eux-mêmes (voir Minne et Pickels, 2003). L'immense majorité de ces acteurs de terrain sont en effet demandeurs d'une plus grande coopération entre les deux Communautés, souhait qui ne trouve que très peu d'échos dans le monde politique : Bert Anciaux, le ministre flamand de la culture, a ainsi déclaré récemment qu'« il n'y a dans ce pays aucune institution bicommunautaire qui marche » (*Le Soir*, 18 décembre 2004), propos qui ont paru particulièrement décourageants à tous ceux qui, dans leurs actions quotidiennes, cherchent à développer de telles coopérations transcommunautaires. De la même manière, la mise en place d'un enseignement bilingue (pratiquement impossible à Bruxelles, à l'heure actuelle) est un souhait exprimé, en premier lieu, par les parents d'élèves, qui contournent la mauvaise volonté des politiciens en ce domaine en envoyant leurs enfants dans les écoles de l'autre communauté.

- 25 La multiplication des pouvoirs compétents en matière culturelle pose problème elle aussi. Elle est un atout pour les acteurs culturels car elle signifie la multiplication des sources de financement, et pour le public parce qu'elle permet une offre large et diversifiée, mais en même temps elle « pénalise les collaborations « transcommunautaires », devient facilement un obstacle à la coordination, [et] voit le secteur des spectacles devenir malgré lui la courroie de transmission des affrontements linguistiques et politiques » (Minne et Pickels, 2003).

Analyse empirique : la « flamandisation »

Une « flamandisation » de la population bruxelloise ?

- 26 Parmi les nombreux moyens que s'est donnés la Communauté flamande pour renforcer la présence flamande à Bruxelles, apparaît la volonté d'élargir sa « base démographique ». Il s'agit de rendre Bruxelles plus attractive, d'un point de vue résidentiel, aux yeux des Flamands de Flandre. Cet objectif se superpose à la volonté régionale d'augmenter la population bruxelloise afin d'élargir l'assiette fiscale de la Région, volonté qui s'exprime entre autres par une tentative de remétropolisation de certaines activités économiques et un soutien implicite des pouvoirs publics à la gentrification de certains quartiers. La *rénovation urbaine*, supposée augmenter l'attractivité résidentielle par le biais à la fois de l'élargissement de l'offre résidentielle et de l'amélioration de la qualité de la vie, représente également, dès lors, un enjeu politico-linguistique (Van Crieelingen *et al.*, 2001).
- 27 La « promotion de Bruxelles en Flandre » est donc devenue un des axes majeurs de la politique flamande. Concrètement, ce sont des structures mises en place par la *Vlaamse Gemeenschap* à cet effet, comme *Wonen in Brussel*, *Onthaal en Promotie Brussel* et *Quartier Latin*, qui s'attellent depuis quelques années à la tâche de rendre Bruxelles « *Vlaams-aantrekkelijker* », tâche délicate puisqu'elles doivent pour cela s'inscrire en faux contre le sentiment anti-urbain évoqué plus haut.
- 28 Un des points forts de cette « promotion » passe par la volonté de maintenir à Bruxelles, pendant leur vie professionnelle, les étudiants flamands qui y habitent le temps de leurs études. C'est dans ce but que l'a.s.b.l. flamande *Quartier latin* propose des *kots* bon marché aux étudiants néerlandophones de Bruxelles et mettra aussi bientôt, à disposition des nouveaux diplômés, des *studios* convenant mieux à leur nouvelle condition. L'a.s.b.l. concentre ses efforts dans le centre-ville : c'est dans le quartier délimité par le boulevard Anspach-Lemonnier et la partie ouest de la petite ceinture qu'elle a acquis ses 18 immeubles (285 chambres et studios, tous occupés) et compte créer un véritable « quartier étudiant » (Quartier Latin, 2004).
- 29 Mais les efforts de la *Vlaamse Gemeenschap* – tout comme ceux de la Région bruxelloise, d'ailleurs – n'y font rien : ni les « primes de déménagement » proposées par certaines administrations flamandes à leurs fonctionnaires (Govaert, 1998), ni l'intense campagne de promotion, déclinée sur les slogans « *Brussel, groener dan verwacht* », « *Goedkoper dan je denkt* »⁵... ne semblent avoir d'effet réel.
- 30 En effet, ni l'analyse des résultats électoraux des listes flamandes, ni celle des migrations entre la Flandre et Bruxelles ne laissent supposer une évolution positive de la proportion de néerlandophones à Bruxelles. Ces deux indicateurs sont utilisés pour estimer cette proportion faute de mieux, en l'absence de données statistiques plus

fiables. Il faut cependant avoir à l'esprit que les résultats électoraux témoignent plus d'un rapport de force entre candidats que de la composition de la population (voir Blaise, 2001), et que les migrations de et vers la Flandre ne constituent pas forcément des migrations de néerlandophones. Ces deux mesures s'avèrent fort utiles, cependant, pour étudier des évolutions temporelles.

- 31 Le pourcentage de voix accordées aux listes flamandes au scrutin régional des élections législatives est passé de 15,3 % en 1989, à 13,7 % en 1995, 14,2 % en 1999, et 13,8 % en 2004. Sur le long terme on ne peut parler d'une augmentation, d'autant moins qu'en 1999 et en 2004, des partis flamands ont bénéficié d'un certain nombre de voix francophones : le *Vlaams Blok* (extrême droite flamande) a fait campagne en direction de ces électeurs et n'a pas de véritable concurrent francophone, et les partis démocratiques flamands ont également cherché à attirer des électeurs francophones pour tenter de contrer le *Blok* (Blaise, 2001).
- 32 L'analyse des migrations entre la Flandre et Bruxelles depuis les années 80, selon les chiffres de l'Institut National de Statistiques, confirme cette première constatation. Elle montre un solde migratoire négatif en permanence pour Bruxelles (figure 2). Ce solde est même plus négatif pour la Flandre que pour la Wallonie, ce qui s'explique principalement par des émigrations plus nombreuses.

Figure 2. Evolution du solde migratoire entre la Flandre / la Wallonie et Bruxelles.

Source : INS

- 33 Les évolutions sont d'ailleurs conjointes pour la Flandre et la Wallonie, et si l'on note une légère augmentation du solde Flandre-Bruxelles dans la première partie des années 90, il ne s'agit pas là d'une particularité flamande. Ces variations dans le temps du solde migratoire et la ressemblance entre les deux évolutions s'expliquent principalement, en fait, par des changements cycliques dans la conjoncture économique, lesquels se traduisent à leur tour par des variations dans les chiffres de la construction de logements (Willaert *et al.*, 2000).

- 34 Puisqu'il s'agit ici de comparer les bilans migratoires de francophones et de néerlandophones, d'autres bilans ont aussi été calculés pour éviter les biais liés à la présence d'un grand nombre de francophones dans la périphérie bruxelloise, en Région flamande. La même analyse a donc été faite : 1° entre Bruxelles et la Flandre sans les 18 communes où des listes francophones et/ou bilingues se présentaient aux élections⁶ (voir figure 1) ; 2° entre Bruxelles, la Flandre sans l'arrondissement de Hal-Vilvorde et la Wallonie sans l'arrondissement de Nivelles (ces deux arrondissements correspondant, *grosso modo*, à la périphérie bruxelloise – voir figure 1) ; 3° entre le « grand Bruxelles » (avec les arrondissements de Hal-Vilvorde et de Nivelles) et la Flandre et la Wallonie sans les mêmes arrondissements⁷.
- 35 Le tableau 1 présente un récapitulatif de l'évolution des bilans migratoires entre ces différentes entités. Les résultats diffèrent fort les uns des autres en termes absolus puisque la périphérie bruxelloise prend part pour plus de la moitié aux échanges entre Bruxelles et les deux autres régions, mais en termes de bilans pour Bruxelles les conclusions sont les mêmes. Les bilans sont toujours négatifs pour les échanges avec la Flandre – même s'ils le sont parfois moins que pour la Wallonie – et ils ne montrent pas d'évolution particulière au cours des 20 dernières années.

Tableau 1. Récapitulatif de l'évolution des migrations.

	Flandre entière – Bruxelles	Wallonie entière – Bruxelles
Bilan migratoire moyen annuel (pour 1000 habitants bruxellois) 1980-2002	-4,1	-2,9
Flandre sans les 18 communes à forte présence francophone – Bruxelles		
Bilan migratoire moyen annuel (pour 1000 habitants bruxellois) 1989-2002	-1,5	
Flandre sans Hal-Vilvorde – Bruxelles		Wallonie sans Nivelles – Bruxelles
Bilan migratoire moyen annuel (pour 1000 habitants bruxellois) 1980-2002	-0,6	-0,7
Flandre sans Hal-Vilvorde – grand Bruxelles		Wallonie sans Nivelles – grand Bruxelles
Bilan migratoire moyen annuel (pour 1000 habitants bruxellois) 1980-2002	-1,5	-1,8

Source : INS

- 36 En rapportant les migrations vers Bruxelles aux populations respectives des lieux de départ (figure 3), on obtient une mesure de l'attractivité bruxelloise sur ces populations ; celle-ci est en permanence plus élevée pour les Wallons que pour les Flamands.

Figure 3. Migrations vers Bruxelles rapportées à la population des lieux de départ.

Source : INS

- 37 C'est sur base de ce constat – la communauté néerlandophone de Bruxelles n'est définitivement pas une communauté en augmentation – que surgissent un certain nombre d'interrogations : d'où vient le sentiment d'une présence flamande accrue à Bruxelles, et en particulier dans le centre de la ville ? Cette supposée « flamandisation » est-elle plus symbolique que réelle ? Concerne-t-elle plutôt les institutions ou les administrations que la population bruxelloise en tant que telle ? Enfin, qui est à la base de la construction de ce « mythe », puisque cela semble bien en être un ?
- 38 Les réponses à ces interrogations passent toutes par la question de la visibilité de la communauté flamande – en tant que groupe de population *et* en tant qu'institution politique – à Bruxelles.

Une certaine concentration des immigrations flamandes

- 39 Les données des recensements de 1991 et de 2001 permettent d'analyser l'attractivité des différents quartiers bruxellois sur les Bruxellois originaires de Flandre et de Wallonie. Pour appréhender les préférences résidentielles des Flamands et Wallons nouvellement arrivés à Bruxelles, on peut étudier les secteurs de résidence des Bruxellois qui vivaient, un an avant le recensement, en Flandre ou en Wallonie.
- 40 La racine carrée (signée) de χ^2 , (valeur observée – valeur attendue) / $\sqrt{\text{valeur attendue}}$, est comparée aux seuils de la distribution normale centrée-réduite ayant 5 % de chances d'être dépassés, soit $\pm 1,96$. Les valeurs attendues sont celles attendues en cas d'équirépartition, c'est-à-dire si les Bruxellois récemment arrivés de Flandre/de Wallonie étaient répartis de la même manière que l'ensemble des Bruxellois.

- 41 La figure 4 montre que les personnes arrivées de Flandre (sans les 18 communes mentionnées plus haut) sont concentrées dans certains quartiers. Hormis la commune d'Ixelles (où l'on trouve les campus de l'Université Libre de Bruxelles et de la *Vrije Universiteit Brussel*), Etterbeek et le haut de Saint-Gilles qui attirent des immigrés venant des deux Régions, et certains secteurs du nord-ouest de la Région où les néerlandophones sont traditionnellement plus nombreux (voir Logie, 1981) on constate une certaine concentration à l'intérieur du Pentagone. Les secteurs de l'ouest du Pentagone montrent presque exclusivement des surreprésentations flamandes. Les immigrés wallons sont, eux, spécifiquement surreprésentés dans un grand nombre de secteurs à Saint-Gilles, Ixelles, Etterbeek, Woluwé-Saint-Lambert.

Figure 4. Surreprésentation des personnes qui habitaient en Flandre et en Wallonie un an avant le recensement.

Source : INS

- 42 On trouvait dans le Pentagone, en 2001, un peu plus de 530 personnes récemment arrivées de Flandre, soit environ 11 % du total pour Bruxelles, alors que parmi les immigrés wallons seuls 480, soit moins de 5 %, habitaient le Pentagone.
- 43 Par ailleurs cette concentration des immigrations flamandes dans le centre-ville est récente, puisqu'on n'observait rien de ce genre en 1981 (voir Logie, 1981). Cette attractivité du quartier sur les jeunes néerlandophones depuis les années 80 a déjà été montrée par ailleurs (Vankeerberghen et Colard, 1985 ; Van Crielingen, 1996 ; Thays, 2001). Son importance doit, cependant, être relativisée puisqu'elle s'appuie sur des effectifs relativement faibles : ces 530 immigrés flamands représentent à peine plus d'1 % de la population totale du Pentagone. Cette attractivité est également assez réduite en termes spatiaux : les secteurs qui semblent attractifs au sein du Pentagone sont entourés de secteurs aux valeurs non significatives ou de secteurs plutôt

« répulsifs ». Hormis cette concentration récente des immigrations flamandes dans l'ouest du Pentagone, le croissant pauvre de la ville (qui suit, *grosso modo*, le tracé du canal du nord de Bruxelles jusqu'à Anderlecht en passant à l'ouest du Pentagone) continue, dans l'ensemble, d'être évité par les Belges s'installant à Bruxelles.

Caractéristiques des immigrés flamands et wallons à Bruxelles

- 44 En analysant, à l'aide des données du recensement de 1991, les caractéristiques des Flamands et Wallons immigrés à Bruxelles, on peut en établir une sorte de profil-type. Ceux-ci sont d'abord jeunes : en 1991, parmi les Bruxellois qui vivaient en Flandre ou en Wallonie un an auparavant, environ 60 % avaient entre 20 et 34 ans (contre 24 % environ pour l'ensemble des Bruxellois), et quasiment 30 % d'entre eux appartenaient à la seule classe d'âge 25-29 ans (contre 9 % pour l'ensemble des Bruxellois). Le gros des immigrations depuis la Flandre et la Wallonie est en effet constitué par cette tranche d'âge. Ce phénomène est le résultat des migrations « de cycles de vie », par le biais desquelles les jeunes adultes s'émancipent en gagnant la « grande ville », pour y poursuivre des études supérieures ou y débiter leur vie professionnelle (Van der Haegen, 1989, p. 69). Ces *migrations d'émancipation* s'opposent aux autres types de migrations (d'élargissement du ménage, de retraite) que connaissent les autres tranches d'âge et qui, toutes, délaissent la grande ville.
- 45 Les « immigrés » flamands et wallons à Bruxelles ont aussi en commun une origine *urbaine* : en croisant les données du recensement sur la « résidence précédente » avec une typologie des communes (Mérenne-Schoumaker *et al.*, 1999), on trouve que les origines urbaines (communes faisant partie d'agglomérations) sont surreprésentées pour les Wallons comme pour les Flamands (49 % des immigrations wallonnes, 52 % des immigrations flamandes). Si l'on tente d'approcher le standing, on trouve que les communes d'origine des immigrés flamands et wallons ont un revenu médian proche du revenu médian bruxellois. Cependant certains des secteurs qui concentrent les immigrations flamandes et wallonnes ont un revenu médian sensiblement plus bas que ces communes d'origine, fait qui n'est pas étranger au processus de gentrification que connaissent certains des quartiers accueillant ces immigrés : quartier du Grand Sablon (est du Pentagone), quartier Dansaert (ouest du Pentagone) pour les immigrés flamands, haut (est) de Saint-Gilles pour les immigrés wallons (Thays, 2001 ; Van Crieckingen, 1996).
- 46 Ces « nouveaux Bruxellois » venus de Flandre ou de Wallonie constituent déjà, ainsi, un groupe remarquable à bien des égards : jeunes, issus de communes urbaines, de standing relativement élevé, en fin d'études supérieures ou en début de vie professionnelle, ils vivent bien souvent à proximité du centre, dans des quartiers en voie de gentrification.
- 47 Plusieurs éléments se combinent donc pour rendre la présence flamande dans le centre de Bruxelles, pourtant très restreinte en termes quantitatifs, particulièrement visible. En effet, à la visibilité qu'acquiert d'emblée un groupe minoritaire facilement identifiable (par sa langue en l'occurrence), s'ajoutent d'une part les caractéristiques socio-économiques particulières des Bruxellois immigrés de Flandre (caractéristiques que l'on retrouve plus ou moins à l'identique chez les immigrés de Wallonie), et d'autre part la récente localisation préférentielle d'une partie d'entre eux au sein d'un espace jouissant lui-même d'une certaine visibilité. En effet, le Pentagone, espace d'intense

activité culturelle et commerciale, symbolique aux yeux de l'ensemble des Bruxellois, devient aussi, de par les mutations qu'il a connues récemment, la vitrine d'une autre façon de vivre en ville, plus « branchée », plus flexible, plus chère.

Le « dynamisme culturel » flamand à Bruxelles

Les budgets culturels des Communautés à Bruxelles

- 48 De quels moyens financiers bénéficient la « culture flamande » et la « culture francophone » à Bruxelles ?
- 49 La multiplication des niveaux de pouvoir et des acteurs culturels institutionnels rendent les comparaisons quasiment impossibles, mais les estimations trouvées dans la littérature montrent que, globalement, la culture francophone bénéficie, à Bruxelles, d'investissements beaucoup plus conséquents que la culture flamande (six à deux fois plus, selon que l'on prenne en compte les dépenses culturelles des communes ou non – Govaert, 1989).
- 50 Au sein de chacune des deux Communautés, il est donné priorité à Bruxelles dans la répartition des budgets, ce qui signifie que la part des investissements culturels allant à Bruxelles est disproportionnée en regard de la part de la population vivant à Bruxelles. Ces clefs de répartition asymétriques se justifient par la fonction de capitale de Bruxelles et la nécessité d'y créer et d'y entretenir des infrastructures qui peuvent s'adresser à un public régional, national et même international. Côté flamand, on y voit aussi l'importance des services et activités s'adressant aux navetteurs, majoritairement néerlandophones, mais aussi celle de « l'image flamande » de Bruxelles développée à l'intention des étrangers. Le *beleidsplan* de 1997 préconisait, on l'a vu, « un renforcement de la présence flamande dans les manifestations de rayonnement international organisées à Bruxelles » (Govaert, 1998).
- 51 Les dotations des deux Commissions communautaires (Cocof – francophone – et VGC – flamande) par contre, évoluent à l'inverse des dépenses des Communautés. Ces deux institutions sont également compétentes en matière culturelle, et ont été mises en place pour permettre une certaine autonomie à chacune des deux communautés dans le cadre particulier de Bruxelles (Govaert, 1989). En pratique, la VGC se présente un peu comme le « cheval de bataille » de la politique culturelle flamande à Bruxelles, et la dotation élevée qu'elle reçoit de la *Vlaamse Gemeenschap* est représentative de l'importance de la mission dont elle est investie. Alors que les deux dotations étaient équivalentes dans les années septante, la dotation de la VGC a récemment fait un bond et vaut aujourd'hui plus du double de celle de la Cocof (Govaert, 1989 ; Ministère de la Communauté française, 2003 ; Moniteur belge). Il apparaît clairement que le pouvoir de la VGC augmente et, par là, l'importance accordée par la Communauté flamande aux Bruxellois néerlandophones en tant que communauté distincte du reste de la population flamande, mais aussi à la représentation flamande dans la capitale. Cette asymétrie dans les dotations s'explique, globalement, par la volonté de redresser une situation jugée injuste : les manquements dans l'application des lois linguistiques visant à faire de Bruxelles une capitale réellement bilingue et l'importance, jugée insuffisante, accordée à la culture flamande par les structures politiques régionales et communales ont poussé le pouvoir flamand à défendre ses intérêts par lui-même, ce que sa bonne santé financière lui permet.

Analyse de l'offre culturelle

- 52 Ces différences dans la distribution des moyens financiers des Communautés ont-elles une incidence concrète sur la vie culturelle et ses acteurs ? Ces moyens sont-ils distribués de manière stratégique ? Les investissements culturels du pouvoir flamand sont-ils spatialement concentrés ? Pour répondre à ces questions, une liste a été dressée sur base du guide culturel *Brussels 2004* (Fondation pour les Arts à Bruxelles, 2003), reprenant les principaux lieux proposant des activités culturelles (centres culturels, salles de spectacle, etc.) ainsi que les événements culturels (festivals, parcours, expositions temporaires). Cette liste est constituée d'environ 180 lieux et 60 événements⁸. Les informations concernant les modes de subvention de ces différents lieux et événements ont été recueillies auprès des pouvoirs publics, dans la littérature (Vincent et Wunderle, 2002 ; Minne et Pickels, 2003) ou auprès des acteurs culturels eux-mêmes. A Bruxelles, une activité culturelle peut être subsidiée par l'une ou l'autre Communauté (très rarement l'une et l'autre, pour les raisons évoquées plus haut), l'une ou l'autre Commission communautaire, les communes bruxelloises, la Région de Bruxelles-Capitale, l'Etat fédéral, un pouvoir privé ou encore une combinaison de ces différentes structures. Les dépenses culturelles des communes bruxelloises, comme pour l'enseignement communal, ont longtemps servi et servent encore aujourd'hui, principalement au développement de la culture francophone : une grande part des structures culturelles que j'ai répertoriées comme subventionnées par leur pouvoir communal présentent une programmation et une promotion exclusivement en français. Les dépenses culturelles de l'Etat fédéral, elles, sont très conséquentes mais très ciblées. Elles vont aux grosses institutions dites « bi-communautaires » comme la Monnaie, le palais des Beaux-Arts, les musées royaux.
- 53 La simple comparaison du nombre de structures et d'événements culturels financés par la Communauté française et par la *Vlaamse Gemeenschap* peut donner une idée des effets produits, dans le paysage culturel, par les investissements respectifs des deux Communautés. Les pouvoirs publics francophones (Communauté française et Cocof) de Bruxelles subventionnent environ la moitié des lieux et événements répertoriés. Les pouvoirs flamands (*Vlaamse Gemeenschap* et VGC) seulement le quart environ, ce qui représente cependant une proportion assez conséquente si on la rapporte à celle de la population néerlandophone de Bruxelles.
- 54 Seuls 11 % des lieux et événements répertoriés sont subventionnés par les deux Communautés à la fois. Parmi les 44 lieux et événements subsidiés par les pouvoirs flamands, la moitié est aussi subsidiée par les pouvoirs francophones, tandis que la grande majorité des lieux et événements subsidiés par les pouvoirs francophones ne le sont que par eux. On pourrait expliquer cela par le fait que les organisateurs néerlandophones ont besoin d'attirer un public francophone sous peine de ne pas remplir leurs salles, cependant des endroits comme l'*Ancienne Belgique* ou le *Beursschouwburg* ont prouvé qu'ils n'ont pas besoin des subsides francophones pour mettre en place une programmation et une promotion ouvertes à tous. Par contre, le monde de la culture francophone à Bruxelles a certainement un caractère plus « exclusif », plus suffisant, que celui de la culture néerlandophone, qui semble s'ouvrir plus, d'ailleurs, sur les autres cultures en général – mais encore une fois, il peut s'agir d'une nécessité, ou d'une attitude spontanée liée à sa position minoritaire.

- 55 La figure 5 présente la cartographie des lieux et événements culturels en fonction des pouvoirs publics les subsidiant. Y sont différenciées : les structures subsidiées par une Communauté linguistique à l'exclusion de l'autre Communauté ; les structures subsidiées par les deux Communautés ; les structures subsidiées par des pouvoirs publics autres (fédéral belge, européen, étranger, régional, communal) ; les structures « privées » fonctionnant sur fonds propres ou grâce à des sponsors ou du mécénat. La plupart des lieux et événements cumulant plusieurs sortes de subsides (des subventions publiques et des sponsors – souvent des « partenaires médias »), la priorité a été donnée aux subsides communautaires, sauf dans le cas des grosses institutions financées par le fédéral où les autres subventions, en comparaison, font figure de franc symbolique.

Figure 5. Cartographie des lieux et événements culturels.

Source : Brussels 2004, investigations personnelles

- 56 Il convient d'abord de constater la concentration extrême des activités culturelles dans le Pentagone.
- 57 Cette offre centrale très importante déborde néanmoins sur le haut d'Ixelles, Saint-Gilles, Saint-Josse et Schaerbeek. Ce débordement est surtout le fait des structures francophones.
- 58 Dans l'ensemble, les investissements culturels flamands sont d'ailleurs plus concentrés, spatialement, que les francophones : 26 des 44 lieux et événements subsidiés – entre autres – par les pouvoirs flamands, soit 60 % environ, prennent place à l'intérieur du Pentagone, contre 40 % environ pour les structures subsidiées par les francophones. Cette concentration est sans doute plus la conséquence de la dispersion de la population néerlandophone que de sa concentration récente – et toute relative – dans le centre-ville : on comprend en effet que, pour être accessible et visible pour

l'ensemble de la population néerlandophone de Bruxelles (et de la périphérie flamande), la meilleure localisation pour ces structures culturelles soit le centre-ville. Le fait que les *navetteurs* flamands constituent une partie du public cible, et que la grosse majorité d'entre eux exerce leur emploi dans le centre-ville, n'est pas non plus sans rapport avec cette concentration. Ce dernier point est bien illustré par les activités proposées dans le cadre de *Broodje Brussel*, une initiative de *Onthaal en Promotie Brussel*, le service de tourisme et de promotion de Bruxelles (en Flandre) mis en place par la Communauté flamande. *Broodje Brussel* s'adresse spécifiquement aux navetteurs néerlandophones, et organise des activités, promenades et visites en semaine sur le temps de midi. Les différents thèmes abordés ont toujours pour but de montrer Bruxelles sous un jour sympathique et attrayant. Dans le même ordre d'idées, le festival *Boterhammen in de stad*, organisé au mois d'août et subsidié par les pouvoirs publics flamands, propose des concerts d'artistes flamands et néerlandais « à la pause déjeuner », « pour prolonger les vacances entre deux bureaux » (Fondation pour les Arts à Bruxelles, 2003).

- 59 Le centre étant aussi le lieu qui concentre l'activité touristique, spatialement restreinte à Bruxelles, cette concentration centrale des activités culturelles flamandes a aussi l'avantage de rendre la Communauté flamande visible pour cet autre public cible : les touristes.
- 60 Un pôle de lieux subsidiés par le fédéral – une série de musées – s'observe par ailleurs au Cinquantenaire. A l'intérieur du Pentagone il y a deux pôles importants d'investissements culturels : la Grand-Place et alentours, et les environs de la place royale. Du côté de la Grand-Place ce dynamisme est surtout l'oeuvre d'acteurs privés, qui tirent probablement profit de l'agitation touristique eux aussi. Sur et autour de la place royale, ce sont les musées royaux (Arts ancien et moderne, cinémathèque, instruments de musique, etc.).
- 61 Le secteur sud – sud-ouest du Pentagone, secteur le plus pauvre où vit essentiellement une population immigrée, est, à l'inverse, culturellement désinvesti.
- 62 Les activités subsidiées par les pouvoirs francophones sont globalement dispersées partout ailleurs dans le centre-ville, tandis que les activités subsidiées par les pouvoirs flamands, beaucoup moins nombreuses, montrent une certaine concentration à l'ouest du boulevard Anspach – Lemonnier.
- 63 Il est intéressant de constater que l'animation culturelle « suit » en quelque sorte les variations démographiques déjà constatées en analysant la résidence des immigrés wallons et flamands : culture plutôt francophone dans le haut d'Ixelles et de Saint-Gilles, plutôt flamande entre la Bourse et le canal. A moins que ce ne soient plutôt les évolutions démographiques qui suivent les investissements culturels, les deux phénomènes s'additionnant probablement, selon le sens que prennent les relations organisateur – pouvoir subsidiant : on sait que les grosses institutions culturelles font l'objet de choix stratégiques de localisation pris au niveau politique ; de petites structures culturelles plus « spontanées » peuvent par contre faire une demande de subside *après* installation.
- 64 Une analyse plus poussée révèle certaines différences selon la nature des lieux culturels étudiés.
- 65 Bruxelles ne compte par exemple que 5 théâtres flamands pour plus de 30 théâtres francophones, soit une proportion de moins de 15 %, beaucoup moins que pour les lieux

culturels pris dans leur ensemble. Cette particularité est bien sûr liée à la langue, quasiment indissociable de la discipline théâtrale. Si deux théâtres bruxellois reçoivent des subsides non-communautaires (la Monnaie, qui donne de l'opéra, et le théâtre Toone, qui présente des pièces dans les deux langues et en bruxellois), aucun théâtre ne reçoit de subsides des deux Communautés à la fois. Les efforts de rencontre entre les deux communautés sont en effet, dans le monde du théâtre, encore plus réduits que dans les autres disciplines, malgré certaines initiatives isolées, surtout du côté flamand, de traduction ou de sur-titrage (Minne et Pickels, 2003).

- 66 Le cas des lieux culturels « alternatifs » – définis par le guide *Brussels 2004* comme des lieux plutôt jeunes, dynamiques, favorisant l'expérimentation, la multiculturalité et l'expérimentation – est particulier : un tiers d'entre eux sont subsidiés par les deux Communautés à la fois. Ce qui rend cette proportion remarquable, c'est la difficulté, déjà évoquée plus haut, que représente le fait d'être ainsi « linguistiquement asexué », étant donnés les obstacles concrets que posent chacune des deux Communautés à de telles initiatives.

Les infrastructures flamandes à Bruxelles : deux « patrons » de répartition

- 67 Les localisations de services et d'infrastructures flamands semblent, en général, mieux « réfléchies » et mieux mises en valeur du côté flamand que du côté francophone – ou même que du côté régional. Cela tient en partie aux moyens plus conséquents dont dispose, dans l'ensemble, la Communauté flamande. Mais on comprend aussi aisément que, la francisation de Bruxelles n'ayant pas laissé de « quartier flamand » mais bien une population néerlandophone tout à fait dispersée dans l'ensemble de la Région, les services s'adressant à cette population doivent être localisés avec un certain soin s'ils veulent bénéficier d'une efficacité et d'une visibilité suffisante.
- 68 Deux logiques de localisation apparaissent alors : « l'omniprésence » et la concentration. Pour les services qui nécessitent une certaine proximité avec la population, il s'agit d'une logique que l'on pourrait appeler « d'omniprésence ». Dans ce cas les efforts de la Communauté flamande vont visiblement dans le sens d'une couverture de l'espace régional la plus régulière possible. L'analyse de la localisation des écoles primaires, par exemple, s'est révélée très parlante (figure 6) : là où la francisation a été la plus intense – et en particulier dans les communes qui ont été pour un temps des bastions du FDF (Front Démocratique des Francophones – parti de centre-droite francophone) – les écoles communales néerlandophones ont été fermées par manque d'élèves, ce qui a pour résultat qu'actuellement, bien des communes bruxelloises (Schaerbeek, Ixelles, Saint-Gilles, Watermael-Boitsfort, entre autres) n'organisent tout simplement pas d'enseignement en néerlandais. Le réseau d'écoles communautaires (organisé par la *Vlaamse Gemeenschap*) se superpose, lui, à ce réseau communal en en comblant les lacunes. L'un dans l'autre (sans compter le réseau confessionnel, qui est le plus dense), la Communauté flamande a maintenu un réseau assez dense d'écoles primaires néerlandophones, même là où celui-ci était fortement mis en danger. La répartition comparée des centres culturels flamands et francophones (revoir la figure 5) illustre également cette volonté de maintenir un « réseau » relativement dense : la régularité dans la localisation des *gemeenschapscentra* (un par commune, y compris dans les 3 ex-communes du nord de Bruxelles) montre clairement

que celle-ci a fait l'objet d'une réflexion globale. Elle s'oppose à la forme plus anarchique que prend la répartition des centres culturels francophones (surreprésentés dans les communes aisées du sud-est, alors que plusieurs communes en sont dépourvues).

Figure 6. Réseau d'écoles primaires néerlandophones à Bruxelles.

- 69 L'autre logique de localisation concerne les infrastructures qui doivent avoir un certain rayonnement et qui ont besoin d'un public d'une certaine ampleur pour fonctionner avec un rendement suffisant. On observe plutôt, alors, une logique de concentration, avec souvent un effort accru de visibilité, ce qui amène logiquement ces structures à se localiser dans le centre de la ville. C'est le cas pour toutes les structures culturelles d'une certaine importance, ainsi que pour les institutions politiques (dont la localisation et l'architecture, en général prestigieuses, contrastent avec celles de certaines autres entités fédérées qui manquent particulièrement de visibilité – pensons à la Cocof à Schaerbeek ou à la Région bruxelloise rue du Lombard). Cette concentration des investissements et de la visibilité dans le centre s'explique aussi par le fait que les navetteurs, comme on l'a vu, mais aussi les Flamands de passage à Bruxelles, constituent la principale cible des efforts de « promotion de Bruxelles » menés par la Communauté flamande. Pour eux, mais aussi pour les touristes, les « eurocrates » et les Bruxellois allochtones, il ne suffit pas pour la Communauté flamande de prendre des initiatives à Bruxelles, mais aussi de les rendre visibles.

Conclusion

- 70 A l'étude des résultats électoraux comme à celle des migrations entre la Flandre et Bruxelles, la conclusion s'impose que la communauté néerlandophone de Bruxelles

n'est pas en augmentation. Du point de vue démographique donc, rien ne permet de parler d'une « flamandisation » ; le seul processus remarquable que Bruxelles connaît en termes de population, c'est un afflux constant d'étrangers, seule population pour laquelle le solde migratoire est nettement positif, tandis qu'il reste négatif pour les échanges avec les deux autres Régions belges.

- 71 Cette première constatation constitue un point de départ pour une série de questionnements, dont la réponse a trait à la *visibilité* de la présence flamande à Bruxelles. En effet, comment expliquer le sentiment ambiant d'une présence flamande accrue à Bruxelles, alors que le nombre de néerlandophones bruxellois ne cesse de diminuer ?
- 72 Une étude plus approfondie des migrations entre la Flandre, la Wallonie et Bruxelles montre une certaine concentration des immigrations flamandes au sein du Pentagone, principalement dans les environs de la Bourse et du Sablon, tandis que les immigrations wallonnes sont concentrées dans le haut de Saint-Gilles et d'Ixelles. L'analyse de certaines des caractéristiques des immigrés flamands et wallons a dégagé un profil assez proche de celui du « gentrifieur » bruxellois.
- 73 Un autre aspect essentiel de la visibilité de la Communauté flamande est constitué par la forme que prend sa présence institutionnelle : les budgets culturels importants permettent une activité assez remarquable dans ce domaine, puisque quasiment un quart des structures culturelles recensées sont subsidiées par les pouvoirs publics flamands ; d'autre part la cartographie des lieux et événements culturels montre une certaine concentration de ces structures flamandes dans le centre-ville ; enfin, les bâtiments institutionnels flamands – politiques comme culturels – bénéficient souvent d'une localisation et d'une architecture prestigieuses, bien réfléchies, ce qui les rend particulièrement remarquables dans le paysage bruxellois.
- 74 A ce stade il est permis de juger de l'ampleur véritable qu'a cette supposée « flamandisation » de Bruxelles : elle est, à mon sens, tout à fait minime. Un ensemble de facteurs, cependant, en fait un phénomène remarquable, susceptible de marquer les esprits – et de susciter l'enthousiasme des uns et la crainte des autres. En premier lieu, cette visibilité est recherchée par la Communauté flamande pour ses actions et ses institutions. L'autre facteur d'importance, c'est la « coloration linguistique » qu'a prise la gentrification d'une partie du centre-ville, un espace déjà visible et symbolique en soi.
- 75 Parmi les facteurs moins tangibles qui alimentent ce « mythe de la flamandisation », il faut principalement relever les *réactions francophones* aux deux éléments déjà mentionnés, et le discours qui accompagne ces réactions. Celles-ci, qui sont souvent craintives, ne sont pas sans rapport avec certains aspects socio-économiques de la question. Ainsi, au cours du vingtième siècle, chaque pas fait dans le sens d'une meilleure application des lois linguistiques signifiait pour les francophones des opportunités d'emplois et des privilèges en moins. En effet, les exigences de bilinguisme pour de nombreux postes ont toujours profité en premier lieu aux néerlandophones, chez qui le bilinguisme est beaucoup plus courant – la pratique correcte du néerlandais étant limitée, pour beaucoup de francophones, par des méthodes d'enseignement peu efficaces et ce que beaucoup appellent un « blocage » psychologique (voir Mettewie, 1998). L'apparition d'une élite néerlandophone à Bruxelles est en partie liée à cette meilleure maîtrise des deux langues nationales : aujourd'hui, d'après les estimations, 90 % des chômeurs bruxellois (constituant 22 % de

la population) sont unilingues francophones (Le Soir, 26 mars 2004). Les craintes francophones et l'apparition de cette « élite » néerlandophone jouent ainsi un rôle de premier ordre dans la construction du « mythe de la flamandisation » : dans un contexte de chômage persistant et de crise du logement, la venue – réelle ou supposée – d'une nouvelle population plus riche et mieux placée sur le marché du travail peut avoir des côtés menaçants, surtout pour les populations les plus précarisées qui vivent dans des quartiers en voie de gentrification.

- 76 Cette vision alarmiste est alimentée, à son tour, par la manière peu prudente qu'ont les médias de traiter le sujet, mais aussi par l'habitude qu'ont certains politiciens de verser dans le discours « communautariste » : au niveau bruxellois comme au niveau national, ce discours qui a tendance à rejeter la faute sur l'autre communauté permet à ceux qui le tiennent de renforcer leur position au sein de leur propre communauté tout en évitant, bien souvent, de s'atteler à d'autres problèmes plus embarrassants. Les caractéristiques du système institutionnel bruxellois renforcent encore ce phénomène.
- 77 L'ampleur de la « flamandisation », donc, est à relativiser. Elle a en effet fort peu d'importance face aux autres processus que Bruxelles connaît, ceux-là de manière constante depuis plusieurs dizaines d'années : si une partie des immigrations flamandes sont concentrées dans le Pentagone, les Belges continuent, globalement, à quitter Bruxelles pour sa périphérie. De la même manière, la place accordée au néerlandais et à la culture flamande à Bruxelles semble s'être améliorée ces dernières années, mais ce sont surtout les populations étrangères, et les cultures qu'elles apportent, qui prennent de plus en plus d'ampleur à Bruxelles. Le clivage flamand-francophone, qui alourdit la politique bruxelloise et manque de considération pour la réalité à laquelle il s'applique risque de devenir, en conséquence, de plus en plus inopérant.

BIBLIOGRAPHIE

- BLAISE P. (2001), « Les résultats des élections législatives du 13 juin 1999 (II) », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 1725-1726, 58 p.
- BROCHOT A. (2001), « Enjeux locaux de la revalorisation des cultures régionales », *Hommes et Terres du Nord*, 4, pp. 198-204.
- DELFOSE C. (2001), « Cultures et territoires », *Hommes et Terres du Nord*, 4, p. 189-190.
- FONDATION POUR LES ARTS A BRUXELLES (2003), *Brussels 2004 : le guide culturel*, éd. Fondation pour les Arts à Bruxelles/Stichting voor de Kunsten te Brussel et Best Of Publishing, Bruxelles, 204 p.
- GOVAERT S. (1989), « L'action des deux communautés de la culture à Bruxelles : essai d'évaluation comparée », *Taal en Sociale Integratie*, 12, pp. 121-149.
- GOVAERT S. (1998), « Les mesures du gouvernement flamand à Bruxelles : redressement d'une situation ou machine de guerre contre les francophones ? », in MORELLI A., DIERICKX L., LESAGE D. (éd.), *Le racisme : élément du conflit Flamands-francophones ?*, Labor, Bruxelles, pp. 102-116.

- GOVAERT S. (2000), *Bruxelles en capitales. 1958-2000. De l'expo à l'euro*, De Boeck Université, Bruxelles, 225 p.
- HARVEY D. (2001), *Spaces of Capital. Towards a critical Geography*, Edinburgh University Press, 429 p.
- KESTELOOT C. (1989), « Stratégies wallonnes et francophones à Bruxelles (1955-1963) », *Taal en Sociale Integratie*, 11, pp. 445-501.
- KESTELOOT C. (2000), « Bruxelles sauvera-t-elle la Flandre ? ou la grande ville comme nouvel enjeu politique flamand », *Cahiers marxistes*, 217, pp. 77-102.
- KESTELOOT C. et DE MAESSCHALCK F. (2001), « Anti-urbanism in Flanders : the political and social consequences of a spatial class struggle strategy », *Belgeo*, 2, pp. 41-62.
- KESTELOOT C. (2003), « Verstedelijking in Vlaanderen : problemen, kansen en uitdagingen voor het beleid in de 21ste eeuw », in KESTELOOT C. et al. (ed.), *De eeuw van de stad. Voorstudies. Over stadsrepublieken en rastersteden*, Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap, Bruxelles, pp. 15-40.
- LOGIE F. (1981), « Ruimtelijke spreiding van de nederlandstalige bevolking in Brussel-Hoofdstad », *Taal en Sociale Integratie*, 3, pp. 87-110.
- MASKENS A. (2000), *Monoflamands et monowallons ? Errances et dangers des idéologies mono-identitaires*, La Longue Vue, Paris-Bruxelles, 121 p.
- MCRAE K. D. (1989), « Plurilingual states and capital cities », *Taal en Sociale Integratie*, 12, pp. 193-206.
- MERENNE-SCHOUMAKER B. et al. (1999), *Monographie du recensement de 1991, n° 11A. Urbanisation*, Institut National de Statistiques, Bruxelles, 266 p.
- METTEWIE L. (1998), « Blocages francophones face à l'apprentissage du néerlandais ou la place du néerlandais dans notre système de valeurs », in MORELLI A., DIERICKX L., LESAGE D. (éd.), *Le racisme : élément du conflit Flamands-francophones ?*, Labor, Bruxelles, pp. 141-144.
- MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE – OBSERVATOIRE DES POLITIQUES CULTURELLES (2003), *Evolution des dépenses culturelles en Communauté française*, Bruxelles, sur <http://www.opc.cfwb.be>.
- MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP (1999), *Brussel, een veelkleurig mozaïek. Vlaanderen ontmoet u in zijn hoofdstad*, Bruxelles, 56 p.
- MINNE G. et PICKELS A. (2003), *Regards croisés sur le monde du spectacle à Bruxelles. Une étude qualitative et transversale*, Maison du spectacle – La Bellone, Bruxelles, 133 p.
- MONITEUR BELGE, www.just.fgov.be.
- QUARTIER LATIN (2004), *De koten in eigen beheer van Quartier Latin*, sur <http://www.qlb.be>.
- ROMAINVILLE A. (2004), *Une « flamandisation » de Bruxelles ? Analyse empirique*, mémoire de licence en géographie humaine, inédit, ULB, 125 p.
- THAYS C. (2001), *Les migrations vers les quartiers en processus de gentrification à Bruxelles*, mémoire de licence en géographie humaine, inédit, ULB, 104 p.
- VAN CRIEKENGEN M. (1996), « Processus de gentrification à Bruxelles : le cas du quartier Dansaert Saint-Géry », *Bulletin de la Société belge d'Etudes géographiques*, 2, pp. 205-233.
- VAN CRIEKENGEN M., DECROLY J.-M., GUISSSET, C. et VERDIN, F. (2001), *Itinéraire de la rénovation des quartiers anciens à Bruxelles*, Société Royale Belge de Géographie, *Hommes et paysages*, 32, 68 p.

- VAN CRIEKENGEN M. (2003), « Les ressorts de la rénovation des quartiers anciens à Bruxelles : dynamiques et impacts sociaux », in VANDERMOTTEN C., COOREMANS L. et ROELANDTS M. (éd.), *Stratégie pour une remétropolisation globale et aménagement du territoire*, Actes du colloque du 18 décembre 2002, éditions du Céfal et Haute Ecole Francisco Ferrer, Bruxelles, pp. 65-76.
- VAN DER HAEGEN H. (1989), « De nieuwe Brusselaars », in HEREMANS D. (éd.), *De Vlamingen en de hoofdstad van Europa*, Vlaams Economiek Verbond Komitee, Bruxelles, pp. 56-74.
- VAN DER HAEGEN H. (1991), « De Brusselse impact op de Belgen in beweging gemeten en gewogen. Een confrontatie van het pendel en het inwijkingsachterland van een grote stad », in VAN DER HAEGEN H. (éd.), *Brussel. Een hoofdstad in beweging*, Instituut voor Sociale en Economische Geografie, Leuven, pp. 93-100.
- VAN DER HAEGEN H. et JUCHTMANS G. (1994), *De betekenis van Brussel voor Vlaanderen*, Instituut voor Sociale en Economische Geografie, Leuven, 20 p.
- VANKEERBERGHEN M. et COLARD A. (1985), « Retour à la ville ? Caractéristiques sociologiques de l'immigration récente dans le centre de Bruxelles », *Revue Belge de Géographie*, 4, pp. 195-208.
- VINCENT A. et WUNDERLE M. (2002), « Les acteurs économiques de la culture », *Dossiers du CRISP*, 57.
- WECKX H. (1989), « De rol van Brussel als hoofdstad van Vlaanderen », in HEREMANS D. (éd.), *De Vlamingen en de hoofdstad van Europa*, Vlaams Economiek Verbond Komitee, Bruxelles, pp. 112-123.
- WILLAERT D., SURKYN J. et LESTHAEGHE R. (2000), *Stadsvlucht, verstedelijking en interne migraties in Vlaanderen en België*, Steunpunt Demografie, SOCO-VUB, sur http://homepages.vub.ac.be/~dwillae/rapport_migraties.pdf
- WITTE E. (1989), « De Brusselse taalsituatie in het licht van het taalpolitieke beleid van de laatste decennia », in HEREMANS D. (éd.), *De Vlamingen en de hoofdstad van Europa*, Vlaams Economiek Verbond Komitee, Bruxelles, pp. 75-87.

NOTES

1. « Jonge Vlamingen huren of kopen weer een woning in Brussel ».
2. « ... de nieuwe aantrekkingskracht die de stad op jonge Vlamingen uitoefent » (10 décembre 2003) ; « Ja, Brussel is weer hip bij jonge Vlamingen. Maar die inwijkelingen... » (26 mars 2004).
3. Maskens (2000, p. 106) mentionne « cet absurde extrême qui a amené la Région de Flandre à installer sa capitale dans une région voisine ! ».
4. « La Flandre ne lâche pas Bruxelles ».
5. « Bruxelles, plus verte que prévu », « moins cher que ce que tu crois ».
6. Aux élections communales de 1994. Il s'agit des 6 communes dites « à facilités linguistiques » et de 12 autres communes flamandes : Asse, Beersel, Dilbeek, Grimbergen, Hoeilaart, Machelen, Meise, Overijse, Sint-Pieters-Leeuw, Vilvoorde, Zaventem et Tervuren. Pour faire cette analyse des données par commune étaient nécessaires, ce qui explique que la période analysée ne commence qu'en 1989.
7. Les migrations vers le « Grand Bruxelles » ont été analysées aussi car pour ce qui est des migrations il peut paraître peu légitime de séparer Bruxelles de sa périphérie : d'abord, à cause de l'intensité des échanges entre ces deux espaces, lesquels peuvent être assimilés à des mouvements *intra-urbains* (Van der Haegen, 1991) ; ensuite pour tenir compte du fait que 55 % environ des emplois bruxellois sont occupés par des gens habitant en périphérie, et que ce mouvement de navette a une grande importance pour la présence flamande à Bruxelles ; enfin,

car on sait que des stratégies pour renforcer la présence flamande existent également en périphérie, prenant la forme d'une lutte contre la « francisation ». Etudier l'attractivité du « Grand Bruxelles » permet de tenir compte des relations et ressemblances entre ces deux espaces. Il faut cependant tenir compte du fait que les arrondissements choisis ne constituent qu'une approximation de la périphérie, et que les échanges entre la Flandre et le « Grand Bruxelles » sont tirés vers le haut par ceux de l'arrondissement de Louvain, dont une partie constituent également des échanges intra-urbains.

8. Cette liste n'est bien sûr pas exhaustive, mais elle reprend les activités les plus visibles, celles qui attirent le plus de public.

RÉSUMÉS

Les médias francophones, en couvrant l'actualité politique bruxelloise et à la faveur des (très médiatisés) « conflits » communautaires, évoquent régulièrement les volontés du pouvoir flamand de (re)conquérir Bruxelles, voire une véritable « flamandisation » de la ville. Cet article tente d'éclairer cette question de manière empirique à l'aide de différents « indicateurs » de la présence flamande à Bruxelles. L'analyse des migrations entre la Flandre, la Wallonie et Bruxelles ces vingt dernières années montre que la population néerlandophone de Bruxelles n'est pas en augmentation. D'autres éléments doivent donc être trouvés pour expliquer ce sentiment d'une présence flamande accrue. Une étude plus poussée des migrations montre une concentration vers le centre de Bruxelles des migrations depuis la Flandre, et les investissements de la Communauté flamande sont également, dans beaucoup de domaines, concentrés dans le centre-ville. On observe en réalité, à défaut d'une véritable « flamandisation », une augmentation de la visibilité de la communauté flamande, à la fois en tant que groupe de population et en tant qu'institution politique. Le « mythe de la flamandisation » prend essence dans cette visibilité accrue, mais aussi dans les réactions francophones à cette visibilité. L'article analyse, au passage, les différentes formes que prend la présence institutionnelle flamande dans l'espace urbain, et en particulier dans le domaine culturel, lequel présente à Bruxelles des enjeux particuliers.

French-speaking media, when covering Brussels' political events, especially on the occasion of (much mediatised) inter-community conflicts, regularly mention the Flemish authorities' will to (re)conquer Brussels, if not a true « flemishisation » of the city. The article tries to clarify this question empirically, using different « indicators » on the Flemish presence in Brussels. The analysis of migration moves between Flanders, Wallonia and Brussels over the last 20 years shows the Dutch-speaking population in Brussels is not on the increase. Consequently, other elements have to be found to explain this feeling of a growing Flemish presence. A deeper study of migrations shows a concentration of migrations from Flanders in Brussels centre. This is also true of Flemish Community investments in a range of fields. Rather than a true « flemishisation » of Brussels, one can note a growing visibility of the Flemish community, not only as a population group but also as political institution. The « flemishisation myth » takes root in this increased visibility, but equally in French speakers' reaction to this visibility. The article also examines the different forms the Flemish institutions' presence can take in the urban space, particularly in the cultural field, which in Brussels represents meaningful stakes.

INDEX

Mots-clés : Bruxelles, Communautés, flamandisation, migrations, visibilité, culture

Keywords : Brussels, Communities, « flemishisation », migrations, visibility, culture

AUTEUR

ALICE ROMAINVILLE

IGEAT, Université Libre de Bruxelles, alice.romainville@ulb.ac.be